

Le secrétaire parlementaire a tout à fait raison de dire qu'il ne faut absolument pas abandonner l'orientation macro-économique et qu'il ne convient pas d'injecter massivement pour l'instant des dollars dans notre économie en faisant marcher la planche à billets. Madame le Président, je suis heureux de poursuivre l'examen de ce texte, mais ce qui compte plus pour moi c'est la réalité qui prévaut de ce côté-ci à savoir que le cabinet et le caucus sont étroitement unis.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Quelle est la réalité?

**M. Nielsen:** Vous ne la reconnaissez pas même si vous vous affalez dessus.

#### LES DEMANDES DE MODIFICATION DU BUDGET

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** En parlant de réalités, je me demande si le premier ministre pourrait nous dire combien—nous en connaissons au moins dix—de ses collègues du cabinet et des membres du caucus qui ne sont pas ministres lui ont demandé de modifier le budget? Pourrait-il nous donner un chiffre?

**M. Crosbie:** Allez-y, parlez-nous de macro-économie.

**M. Nowlan:** C'est de l'économie de macaroni plutôt que de la macro-économie.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le chef de l'opposition continue à dire que, dans la lettre, on nous demande d'apporter des changements au budget. Permettez-moi de lire un extrait du troisième paragraphe de cette lettre datée du 3 février.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Déposez-la, c'est un document historique.

**M. Trudeau:** La lettre a été rendue publique, madame le Président. Les députés eux-mêmes disent qu'ils sont—Madame le Président, la lettre dit ceci:

[Français]

En tant que députés du Centre-Est de Montréal, nous réalisons qu'une amélioration réelle et durable (mais à long terme) de l'emploi doit nécessairement passer par la maîtrise du taux d'inflation.

[Traduction]

C'est exactement la position du ministre des Finances et de ce gouvernement, madame le Président. Je demande au chef de l'opposition et à son parti de comprendre, une bonne fois pour toutes, que la première chose à faire, lorsque l'inflation sévit, c'est de la faire baisser.

**M. Crosbie:** La chose à faire est de renverser le gouvernement.

**M. Trudeau:** Le député de Saint-Jean-Ouest verse dans la nostalgie et parle de renverser les gouvernements.

**M. Crosbie:** Voyez où ça nous a menés.

**M. Trudeau:** J'aimerais bien que du haut de son perchoir des affaires extérieures, il réfléchisse davantage à ce qu'il a dit des Gabonais l'an dernier . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** . . . et qu'il approfondisse la question.

#### Questions orales

[Français]

#### L'EMPLOI

LE PROGRAMME PROPOSÉ PAR LE QUÉBEC—ON PROPOSE QUE DES MINISTRES AILLENT DISCUTER AVEC LE QUÉBEC

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Madame le président, on me permettra de poursuivre la lecture de la partie du troisième paragraphe que le très honorable premier ministre a lu, après avoir reconnu que la politique devait passer par la maîtrise du taux d'inflation. Ces dix députés, dont deux ministres, disent également:

Cependant, nous croyons que sans stimuler à l'excès l'économie, il est possible de créer maintenant des emplois dans certains secteurs névralgiques.

Ces secteurs sont précisés dans la lettre. Étant donné également, madame le Président, que la semaine dernière le très honorable premier ministre a eu la preuve d'une perte de confiance totale des dix premiers ministres sur sa philosophie fondamentale en matière économique, et que la province de Québec a proposé un programme visant à éviter et à faire cesser l'épidémie de fermetures d'usines, programme de 200 millions de dollars dont le Québec est prêt à dépenser 50 millions de dollars, est-ce que le très honorable premier ministre, étant donné les circonstances, à la suite des instances qu'il a reçues de ses propres députés et ministres, serait disposé, tout au moins, à déléguer un de ces deux ministres pour discuter avec le Québec de ce programme, et ce dans les meilleurs intérêts du Québec également?

● (1425)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, il ne se passe pas une semaine sans que le gouvernement ne fasse des annonces destinées à créer des emplois. La semaine dernière c'était le ministre responsable de la haute technique qui investissait quelque chose comme 90 millions de dollars dans le domaine du développement des industries à base technologique. Aujourd'hui c'était le ministre responsable de l'Emploi et de l'Immigration qui annonçait un programme visant à créer de l'emploi dans l'industrie forestière. Le ministre des Finances, dans les discours auxquels je faisais référence tout à l'heure, rappelait qu'il y avait quelque chose comme 60 milliards de dollars à dépenser au cours des cinq prochaines années pour créer de l'emploi. Le ministre lançait une invitation, qu'ils ont acceptée, aux députés du caucus d'indiquer dans quels secteurs névralgiques ils voudraient que des mesures soient prises. Et je répète encore une fois ce que le ministre a dit le 25 janvier: «Le devoir de comprimer les dépenses n'interdit pas au gouvernement de présenter des mesures particulières et bien dirigées en vue d'accroître la productivité des investissements.»

Alors encore une fois, si l'opposition officielle veut faire des propositions concrètes, je dirai que nous sommes toujours heureux d'en recevoir, et nous le sommes doublement quand elles proviennent des ministériels. J'espère donc que les députés libéraux vont continuer, contrairement à leurs opposants, à proposer des mesures constructives visant à créer des emplois, plutôt que de toujours chercher de midi à quatorze heures, de faire des exégèses et de ne rien proposer de concret.